



Réf :

1767-24-01

La Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,

- Vu la demande du 30 novembre 2023 présentée par le bureau d'études **B.E.S.T. INGENIEURS-CONSEILS S.à r.l.**, au nom et pour le compte de la société **Ether Energy**, ayant son siège social au n°231, avenue Louise, B-1050 Bruxelles (Belgique) ;
- Vu la loi modifiée du 21 décembre 2009 relative au régime des permissions de voirie ;
- Sur la proposition du Directeur des Ponts et Chaussées et sans préjudice des autorisations prescrites par d'autres dispositions légales ou réglementaires ;

Accorde

au bénéficiaire préqualifié, à savoir **Ether Energy**, l'autorisation en vue de réaliser la confection de fouilles, de tranchées et de traversées des deux côtés sur le domaine public routier du chemin repris **CR356** entre les points de repères CR356 PR6,00+060 et CR356 PR12,50+025 et du **CR358** entre les points de repères CR358PR9,00+230 et CR358PR9,00+232 dans la Commune de la Vallée de l'Ernz, sous réserve de tous droits généralement quelconques de tiers et sous les conditions suivantes que le bénéficiaire est tenu à communiquer à l'entreprise qu'il charge de l'exécution des travaux :

1. Ouverture et remblayage de fouilles et tranchées

- 1.1. de réaliser les fouilles et/ou tranchées aux endroits indiqués sur le plan de situation joint et tel qu'il a été approuvé ;
- 1.2. de prévenir le service régional de l'Administration des ponts et chaussées, territorialement compétent, en temps utile avant d'entamer ou de faire exécuter par des tiers (entrepreneurs) des fouilles ou tranchées sur la voie publique faisant partie de la voirie normale de l'Etat ou dans l'assise des itinéraires cyclable nationaux en service ;
- 1.3. d'appeler sur place tous les concessionnaires et propriétaires de conduites souterraines pour le repérage de leurs infrastructures respectives avant d'entamer les fouilles et tranchées ;
- 1.4. de signaler à l'Administration des ponts et chaussées avant le début des travaux, toute déféctuosité constatée sur le revêtement de la chaussée, sur les bordures ou sur n'importe quel autre élément ou équipement de la voirie, faute de quoi toute dégradations constatée après l'achèvement des travaux seront imputables au bénéficiaire respectivement à l'entreprise chargée des travaux (le cas échéant l'Administration ou le bénéficiaire, respectivement l'entreprise en charge des travaux peut demander l'établissement d'un état des lieux contradictoire, permettant d'identifier les défauts présents avant le début des travaux et déterminera les responsabilités des deux parties relatives aux éventuelles réparations à effectuer) ;
- 1.5. de noter que le bénéficiaire en sa qualité de maître d'ouvrage, sera tenu responsable à l'égard de l'Administration des ponts et chaussées, du rétablissement complet de la voie publique, quelle que soit l'entreprise chargée des travaux et qu'il est dans l'obligation du bénéficiaire de surveiller et de diriger continuellement toutes les phases de travaux se rapportant à la pose des infrastructures, au remblayage des fouilles et à la mise en œuvre du corps de chaussée et des couches de surface de la chaussée ;

- 1.6. de noter que l'Administration des ponts et chaussées jouit à tout moment d'un droit d'inspection et qu'elle doit être convoquée sur les lieux lors des réceptions provisoires et définitives des travaux faisant l'objet de la présente permission de voirie et qu'au même titre que le bénéficiaire, l'Administration des ponts et chaussées est en droit de refuser le travail en cas de malfaçon, d'ordonner une réfection conforme aux besoins et prescriptions et d'exiger des dommages-intérêts ;
- 1.7. de prévenir en temps utile avant le début des travaux le service compétant de l'Administration du cadastre et de la topographie si des éléments topographiques, tels que bornes et points de polygone, risquent d'être endommagés lors des travaux de fouille ;
- 1.8. de faire dresser à sa charge et avant le début des travaux d'excavation des constats de l'état des maisons se trouvant dans la zone d'influence du chantier et susceptibles de subir des dégâts lors de la réalisation des travaux ;
- 1.9. de ne pas entamer les travaux de fouille dans une voie publique sans être en mesure :
 - d'assurer l'approvisionnement en temps utile des matériaux,
 - de mettre à disposition sur les lieux en temps utile un personnel qualifié et formé disposant d'un équipement adéquat,
 - d'avoir à disposition les engins mécaniques appropriés requis pour la confection de la fouille et pour l'évacuation des déchets excédentaires suivant les règles de l'art ;
- 1.10. de signaler, baliser, clôturer et d'éclairer le chantier conformément aux dispositions du Code de la Route et aux recommandations préconisées dans la brochure « Organisation et signalisation des chantiers routiers » éditée par la Commission de circulation de l'Etat ;
- 1.11. de prendre toute mesure nécessaire pour réduire au maximum les inconvénients aux résidents et professionnels riverains et pour répondre aux obligations relatives à leur sécurité et à leur droit d'accéder à tout moment à leurs propriétés ;
- 1.12. d'extraire les matériaux par couches successives et de séparer les différents types de matériaux d'excavation : enrobés bitumineux, matériaux de coffre et sol de fondation, de manière à faciliter leur réutilisation ou leur recyclage ultérieurs ;
- 1.13. d'enlever, avant l'ouverture des fouilles et tranchées dans les accotements en terre végétale, le gazon par plaques et de le stocker en tas tout comme la terre végétale pour être remis en place sur la partie supérieure (15 cm) de la tranchée lors de son remblayage ;
- 1.14. de réaliser, avant l'ouverture des fouilles et tranchées dans les parties de la voie publique pourvus d'un recouvrement en enrobé bitumineux, la découpe à la scie des couches d'enrobé bitumineux sur une profondeur allant jusqu'à **20 cm** en suivant des lignes parfaitement parallèles ou perpendiculaires à l'axe routier (les coupes en obliques ou en courbes ou sinueuses sont à éviter) ;
- 1.15. de réaliser l'excavation des fouilles et tranchées de manière que les parois soient parfaitement verticales et d'extraire avant tout remblayage tous gravats accumulés dans le fond de fouille pendant l'exécution des travaux ;
- 1.16. de respecter les recommandations de l'Association d'assurance accident concernant la stabilisation des fouilles et tranchées ;
- 1.17. d'évacuer par pompage les eaux accumulées au fond des fouilles, quelles que soient leurs origines ;
- 1.18. de veiller à ce que les parois des fouilles et tranchées soient parfaitement verticales avant remblayage et d'extraire tous gravats ou autres parties du corps de chaussée affouillées par les eaux ;
- 1.19. de ne pas remblayer les tranchées aux points de croisement avec d'autres infrastructures avant qu'un agent de l'administration ou de la société concernée ait pu se rendre compte que les mesures de protection nécessaires ont été prises et que les autres câbles et conduites n'ont subi aucune détérioration durant l'exécution des travaux ;
- 1.20. de procéder avant de remblayer les fouilles ou tranchées réalisées sur une surface en enrobé bitumineux :

- à la découpe et à l'enlèvement des couches en enrobé bitumineux sur une largeur d'au moins 20 cm autour des bords initiaux,
 - au remblaiement et compactage de la fouille suivant les modalités décrites ci-dessous,
 - d'enlever tous résidus de bandes en enrobé bitumineux de part et d'autre de la fouille d'une largeur inférieure à 35 cm ou des plaques détachées avec ou sans formation d'un joint entre une file de pavés, une bordure ou de tout autre équipement incorporé dans la chaussée (regards, grilles, vannes...);
- 1.21. de remblayer les fouilles et tranchées avec des matériaux répondant aux caractéristiques défini au cahier des charges « Granulats » (CDC-GRA) de l'Administration des ponts et chaussées ;
- 1.22. de remblayer les fouilles et tranchées réalisées **dans les accotements de la chaussée** obligatoirement, soit avec un matériau calibré 0/45 de type 1, soit avec un matériau calibré 0/45 de type 2, (selon le matériau et la couche initialement en place) ;
- 1.23. de remblayer les fouilles et tranchées réalisées **sous les trottoirs, les îlots et les autres dépendances non-carrossables**, obligatoirement avec un matériau calibré 0/45 de type 1, un matériau calibré 0/45 de type 2 étant également admis jusqu'à une profondeur de 40 cm en-dessous du niveau fini du trottoir ou de toute autre dépendance non-carrossable ;
- 1.24. de rétablir le **béton de fondation** des bordures et files de pavés enlevées ou endommagées pendant l'exécution des travaux de fouilles ou tranchées avec un béton de qualité C20/25, Cat.0(X0), Dmax = 16 mm coffré de chaque côté ;
- 1.25. de respecter les conditions suivantes en matière de remblayage des tranchées réalisées dans **le coffre de la chaussée (assise ou butée)** :

Le remblayage des fouilles et des tranchées sont à réaliser, soit avec une grave traitée au liant hydraulique 0/22, un matériau calibré 0/45 de type 1 ou avec un matériau calibré 0/45 de type 2 selon la couche initialement en place, un matériau calibré 0/45 de type 2 étant également admis jusqu'à une profondeur de 80 cm en-dessous du niveau fini de la chaussée. Les matériaux destinés à l'enrobage des conduites doivent être de nature à bien les envelopper et à se prêter facilement au compactage. Si les matériaux sur place ne satisfont pas à cette exigence, il faudra les mélanger avec des matériaux appropriés ou les remplacer entièrement. Il est formellement interdit d'inonder la tranchée pendant le remblayage, d'y basculer directement des chargements complets de matériaux, d'utiliser des matériaux gelés ou de remblayer sur des terrains gelés. Le compactage des matériaux est à réaliser par couches de remblayage successives de maximum **30 cm** d'épaisseur. Les moyens de compactage mis en œuvre ne doivent pas compromettre la résistance des conduites, ni endommager les câbles. Le compactage peut être contrôlé par le laboratoire d'analyse et d'essai de matériaux de l'Administration des ponts et chaussées, suivant les méthodes en vigueur (soit par un essai à la plaque, soit par la détermination du degré de compactage exprimé en pour-cent de la densité "Proctor" (DPR%).

2. Conditions particulières concernant la présence éventuelle de HAP

- 2.1. de noter que des teneurs élevées de HAP EPA 16 provenant de goudron peuvent être rencontrées dans les couches de chaussées (enrobés bitumineux et soubassement) ;
- 2.2. de noter que l'Etat ne peut être tenu pour responsable des frais encourus par une dépollution éventuelle des matériaux d'excavation ;
- 2.3. de se conformer au règlement grand-ducal du 19 juin 2020 relatif à la prévention et à la gestion de matériaux et de déchets routiers, concernant la prévention, la réutilisation, le recyclage et d'autres formes de valorisation des matériaux et déchets routiers aux fins d'en réduire la quantité à éliminer, de promouvoir une utilisation efficace des ressources et d'assurer la protection de l'environnement ;

- 2.4. de noter que le règlement cité ci-dessus prévoit pour tout chantier routier d'envergure (fouille et tranchée sur une surface supérieure à 600 m²), une étude préliminaire sur les différentes couches de matériaux présents à réaliser par le maître d'ouvrage ;
- 2.5. de prendre connaissance qu'en fonction des analyses mentionnées ci-dessus, les matériaux routiers contaminés s'ils sont traités selon les dispositions des articles 7 ou 8 du règlement grand-ducal du 19 juin 2020 peuvent être réutilisés soit sur le chantier d'origine, soit sur un autre chantier routier ;
- 2.6. de transmettre sans délai après la fin des travaux à l'Administration de l'environnement les données relatives aux constructions routières en indiquant les emplacements des reconstructions routières réalisées en application des dispositions de l'article 4, paragraphe 1er, point 1, de l'article 7 ou de l'article 8 du règlement grand-ducal du 19 juin 2020 ;
- 2.7. de noter que les matériaux routiers extraits de façon sélective ou non et ayant des concentrations en HAP EPA 16 supérieures à 5.000 milligrammes par kilogramme, ne peuvent être traités ni par la méthode du traitement à froid, ni par celle du traitement à chaud et doivent être éliminés conformément à la législation applicable.

3. Pose de câbles

- 3.1. de poser les câbles suivant les indications des plans annexés ;
- 3.2. de poser dans la mesure du possible les câbles en dehors de la chaussée, soit dans les accotements en rase campagne, soit au-dessous des trottoirs ou des bandes de stationnement à l'intérieur des agglomérations et de n'entamer le revêtement de la chaussée qu'en cas exceptionnel, tel que le manque de place sous les dépendances relevées ci-dessus dûment constaté par l'agent responsable du service régional des Ponts et Chaussées territorialement compétent (les infrastructures susceptibles d'être endommagées par les racines des arbres doivent contourner les trous d'arbre et être posées à une distance suffisante des arbres d'alignement) ;
- 3.3. de poser les câbles de manière à respecter les recouvrements minimaux suivants :
 - 1,20 m** pour les câbles situés sous la chaussée ou dans la butée de celles-ci,
 - 1,00 m** pour les câbles situés sous les accotements non stabilisés au-delà de la butée,
 - 1,00 m** pour les câbles situés sous la piste cyclable,
 - 0,60 m** pour les câbles de distribution situés sous les trottoirs,
 - 1,20 m** pour les câbles de transport situés sous les trottoirs, comme les liaisons téléphoniques internationales ou les câbles électriques à haute tension,tous les câbles sont à protéger soit par des gaines, soit par des couvre-câbles ;
- 3.4. de poser au-dessus des câbles, une bande de repérage en matière plastique, placée dans la tranchée au-dessous de la couche de fondation de la chaussée ou des trottoirs ou sous les accotements de la route ;
- 3.5. d'enfiler les câbles traversant la voie publique dans des tuyaux protecteurs d'un diamètre approprié et de les poser à une profondeur telle que la distance entre le point le plus haut de la gaine et le niveau de la chaussée soit au moins de **1,20 m** ; les gaines de protection sont à enrober d'un béton de catégorie 0, C20/25, (X0), D_{max}=16 pour constituer une enveloppe d'une épaisseur de paroi minimale de **10 cm** ;
- 3.6. d'observer les prescriptions du V.D.E. relatives aux mesures de protection à prendre à proximité de câbles et de conduites d'utilité publique ;
- 3.7. d'enlever les câbles mis hors service afin de créer l'espace nécessaire pour la pose des nouveaux réseaux ;
- 3.8. d'aménager à l'intérieur des localités les obstacles rigides, tels que les multitubulaires constitués de gaines enrobées de béton ou réalisés à l'aide de pièces préfabriquées en béton, à une profondeur telle que le recouvrement soit au moins de **1,60 m** par rapport au niveau fini de la chaussée ou de ses dépendances ;

- 3.9. de placer les couvercles des chambres d'épissure et des regards de visite parallèlement à l'axe de la voie publique et de façon qu'ils épousent les formes normales de l'accotement ou de la chaussée ;
 - 3.10. de prendre connaissance qu'il est interdit d'aménager une chambre d'épissure ou un regard de visite au milieu d'un carrefour, dans l'anneau de circulation d'un giratoire, dans la chaussée d'une route à sens unique avec une seule voie de circulation, ou à l'approche d'un carrefour réglementé par feux tricolores à une distance inférieure à **50 m** de la ligne d'arrêt devant les feux ;
 - 3.11. de ne jamais placer une trappe à cheval sur deux surfaces attenantes de niveaux ou de revêtements différents ;
 - 3.12. de s'engager à prendre en charge les frais résultant de la mise à niveau des couvercles des regards ou de toute autre infrastructure au cas où l'administration des Ponts et Chaussées procéderait ultérieurement, après la pose de la conduite autorisée par la présente, à des travaux de renouvellement de la couche de roulement, par racleage ou par renforcement, et de rechargement des accotements de la route ;
 - 3.13. de remettre à niveau, sur simple demande de la part de l'administration des Ponts et Chaussées, les couvercles des chambres d'épissure et des regards de visite qui se sont affaissés de plus de **8 mm**.
- 4. Organisation de la circulation à hauteur d'un chantier sur un chemin repris avec le maintien d'une seule voie de circulation et dont la priorité est réglée par des signaux colorés lumineux**
- 4.1. de tout mettre en œuvre pour terminer les travaux dans les meilleurs délais possibles ;
 - 4.2. de fournir au service compétent de l'Administration des Ponts et Chaussées suffisamment à l'avance et au plus tard au moment de la notification de la commande à l'entreprise chargée de la réalisation des travaux les informations suivantes destinées à être inscrites dans une banque de données spéciale facilitant la gestion des chantiers :
 - le numéro de la permission de voirie,
 - le nom de l'entreprise chargée de l'exécution des travaux,
 - les dates du début et de la fin prévisionnelle de la phase des travaux nécessitant cette réglementation du trafic ainsi que le délai total imparti à l'entreprise,accompagnées d'une demande de règlement de circulation visant la mise en place de feux tricolores. Si d'autres dispositions concernant la priorité, la limitation d'accès à la voirie de certaines catégories de véhicules, la limitation de la vitesse ou autres sont à réglementer, elles sont à regrouper dans une seule et même demande ;
 - 4.3. de limiter au strict nécessaire les gênes causées aux usagers de la route :
 - si nécessaire, les phases des feux tricolores sont à régler en fonction de l'intensité des différents flux de la circulation ;
 - lorsque les travaux ne se font pas sur la chaussée, les chantiers sont à organiser de manière à permettre l'enlèvement des feux de signalisation pendant les périodes d'inactivité sur ces chantier (durant la nuit et/ou pendant les week-ends) ;
 - les tranchées ne sont à ouvrir qu'au fur et à mesure de la pose des infrastructures ;
 - 4.4. de garantir à tout moment, sauf en cas de force majeure, pour des périodes de courte durée ne pouvant pas dépasser 24 heures en continu, l'accès carrossable aux résidents et professionnels riverains vers leurs propriétés ;
 - 4.5. de ne pas encombrer la chaussée par des matériaux de construction ni par des matériaux d'extraction des tranchées qui en cas de réutilisation sont à stocker en un lieu de dépôt provisoire ou dans les autres cas à évacuer vers une décharge définitive à fournir par le bénéficiaire ;
 - 4.6. d'assurer durant toute la durée du chantier, par la mise en place de dispositifs adaptés à la situation, une continuité accessible et en toute sécurité du cheminement des piétons ou, à défaut, d'aménager une traversée de chaussée pour orienter les piétons vers un cheminement accessible ;

- 4.7. de signaler, baliser, clôturer et d'éclairer le chantier conformément aux dispositions du Code de la Route et aux recommandations et aux plans-type de signalisation figurants dans la brochure « Organisation et signalisation des chantiers routiers » éditée par la Commission de circulation de l'Etat.

5. Réfection de la chaussée (type B et type C)

- 5.1. de respecter les conditions suivantes en matière de réfection de la chaussée qui dans son état d'origine était équipée d'un revêtement en enrobé bitumineux :

La réfection des chaussées est à exécuter en deux phases, en respectant les prescriptions des cahiers des charges CSDC, CDC-ENR, CDC-GRA de l'administration des Ponts et Chaussées et selon les modalités ci-après :

5.1.1. Remise en état provisoire :

La tranchée est à remblayer jusqu'à **15 cm** au-dessous du niveau de la chaussée avec les matériaux définis au chapitre concernant la confection des tranchées. L'application d'un revêtement provisoire est de rigueur dans tous les cas. Ce revêtement de 15 cm d'épaisseur est à réaliser en deux couches de respectivement **7 cm** et **8 cm** à l'aide d'enrobés bitumineux chauds EB 16 L. Elles doivent être bien compactées et elles sont à raccorder soigneusement au niveau supérieur de la chaussée. Le bénéficiaire est tenu à contrôler ou à faire contrôler par son délégué périodiquement l'état de la réfection provisoire. Si des affaissements supérieurs à **2 cm** étaient constatés, celles-ci devraient être redressées sans retard par des interventions successives.

5.1.2. Réfection définitive (type B / pour les traversées de chaussée) :

La réfection définitive de la chaussée comprend la confection d'une couche de roulement. Elle est à réaliser de façon à obtenir un raccordement parfait avec les revêtements existants.

La réfection définitive ne se limite pas à la largeur de la tranchée, mais elle s'étend sur deux bandes latérales supplémentaires, chacune d'une largeur minimale de **20 cm**, une largeur plus grande pouvant être ordonnée sur place par les agents des Ponts et Chaussées. La surface ainsi définie doit être découpée de façon franche et rectiligne par un matériel adapté, suivant des lignes parfaitement parallèles au tracé de la tranchée, soit sous forme rectangulaire pour les regards.

Les couvercles et les trappes doivent être mis au même niveau que la chaussée avoisinante. La réfection définitive est à réaliser lorsque tout tassement s'est perdu, de préférence dans un délai compris entre quatre mois et un an après la réfection provisoire.

La réfection définitive comprendra les opérations suivantes :

- l'enlèvement mécanique, de préférence par fraisage, de la couche en EB 16 L, provenant de la réfection provisoire, sur une épaisseur de 5 cm ;
- le badigeonnage des bords de la tranchée par l'application de liant à base de bitume chaud 80/100 ;
- la mise en œuvre d'une couche de roulement de 5 cm d'épaisseur en enrobés bitumineux chauds EB 11 R2 ou du type « Splittmastix » SMA 11 ou SMA 8 à définir suivant le revêtement en place ;
- le compactage et le cylindrage à l'aide d'engins appropriés ; aucune dénivellation ni aucune irrégularité du nouveau revêtement par rapport au revêtement existant ne sont tolérées ;

Si des tassements supérieurs à **8 mm** étaient constatés jusqu'à un an après la réfection définitive, celle-ci serait à refaire aux frais du bénéficiaire.

5.1.3. Réfection définitive (type C / pour les tranchées longitudinales dans la chaussée) :

La réfection définitive de la chaussée comprend la confection d'une couche de roulement. Elle est à réaliser de façon à obtenir un raccordement parfait avec les revêtements existants.

Les couvercles et les trappes doivent être posés au même niveau que la chaussée avoisinante. La réfection définitive est à réaliser lorsque tout tassement s'est perdu, de préférence dans un délai compris entre quatre mois et un an après la réfection provisoire.

La réfection définitive ne se limite pas à la largeur de la tranchée, mais elle s'étend soit sur la moitié de la chaussée si la disposition de la tranchée se limite sur une seule bande de circulation, soit sur toute la largeur de la chaussée si la disposition de la tranchée nécessite l'occupation de plus d'une bande de circulation.

La réfection définitive de la chaussée comprend :

- le raclage mécanique sur une profondeur de 5 cm et sur la largeur définie ci-avant (soit mi-chaussée ou toute la largeur de la chaussée) ;
- la découpe des joints transversaux à l'aide d'un matériel adapté de façon franche et rectiligne ;
- le nettoyage de la surface raclée ;
- le badigeonnage des bords avec du bitume à chaud ;
- la mise en œuvre d'une couche d'accrochage en émulsion de bitume sur toute la surface raclée ;
- la mise en œuvre, à l'aide d'une finisseuse (Finisher), d'une couche de roulement de **5 cm** d'épaisseur en enrobé bitumineux à chaud EB 11 R2, EB 11 R2 P ou type « Splittmastix » SMA 8, SMA 8 P, SMA 11, SMA 11 P (selon la nature du revêtement existant). La mise en œuvre de l'enrobé bitumineux à bras d'hommes est strictement interdite sur ces tronçons ;
- le compactage et le cylindrage à l'aide d'engins appropriés ; aucune dénivellation ni aucune irrégularité du nouveau revêtement par rapport au revêtement existant ne sont tolérées ;

Si des tassements supérieurs à **8 mm** étaient constatés jusqu'à un an après la réfection définitive, celle-ci serait à refaire aux frais du bénéficiaire.

- 5.2. de renoncer à l'utilisation de pavés en pierre naturelle ou en béton pour faire le raccordement des couvercles de regard ou de vanne d'eau, de chambres de vannes ou de visite, à la chaussée environnante ; les raccordements aux vannes d'eau peuvent cependant se faire à l'aide de dalles d'adaptation spéciales agréées par l'administration des Ponts et Chaussées.

6. Conditions générales

- 6.1. d'exécuter les travaux endéans **deux ans**, faute de quoi la présente autorisation cessera de sortir ses effets et de les achever, une fois commencés, endéans **200 jours ouvrables** ;
- 6.2. de porter solidairement avec l'entrepreneur auquel il confie l'exécution des travaux la responsabilité civile du dommage causé à des tiers à la suite des travaux de fouille et de pose d'infrastructures ; le bénéficiaire peut toutefois se réserver dans le contrat de travail un droit de recours contre l'entrepreneur ;
- 6.3. de garantir que dans le cas où l'Etat en tant que gardien de la voirie serait reconnu responsable à la base de l'article 1384 du Code Civil d'un dommage quelconque en relation causale avec l'exécution des travaux, l'entreprise que le bénéficiaire a chargée de l'exécution des travaux tienne l'Etat quitte et indemne de toute condamnation ;

- 6.4. de prendre connaissance que les dommages-intérêts respectivement les frais des travaux de réparation exécutés par l'administration des Ponts et Chaussées seront recouvrés par l'administration de l'Enregistrement et des Domaines au vu d'un titre de recette établi par l'administration des Ponts et Chaussées et transmis à la Direction de l'Enregistrement ;
- 6.5. de s'abstenir de faire sur la voie publique ou sur le chantier des dépôts de décombres ou d'autres matériaux pouvant entraver la circulation, compromettre l'écoulement des eaux ou nuire à la salubrité publique ;
- 6.6. d'être responsable de tout dommage et accident éventuel ;
- 6.7. de se mettre en conformité avec les prescriptions du règlement grand-ducal du 27 juin 2008 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé à mettre en œuvre sur les chantiers temporaires ou mobiles ;
- 6.8. de fournir à l'administration des Ponts et Chaussées à tout temps et sur simple demande l'emplacement exact des conduites et câbles, faute de quoi le bénéficiaire doit prendre en charge lui-même les dégâts causés à ses installations lors de travaux routiers ;
- 6.9. de faire à ses frais, en cas de modification à la voie publique, les travaux nécessaires pour mettre l'ouvrage en concordance avec le nouvel état de la voirie et, si ce n'est pas possible, de renoncer à toute indemnité, l'autorisation n'étant qu'une tolérance et non une servitude à charge de l'Etat. Le département des Travaux publics s'engage cependant à prendre en charge les pertes d'amortissement calculées sur une période de 20 ans si les infrastructures faisant l'objet de la présente permission de voirie doivent être déplacées dans le cadre de travaux routiers entrepris sur l'initiative et exécutés sous la régie de ce département ;
- 6.10. de renoncer, en cas de retrait total ou partiel de la présente permission de voirie, à toute indemnité de la part de l'Etat, de quelque nature qu'elle soit ;
- 6.11. de respecter les droits des tierces personnes et d'être seul responsable des infractions aux lois qui pourraient être commises lors de la réalisation de ce projet ;
- 6.12. de signaler le commencement des travaux à l'administration des Ponts et Chaussées, l'agent des domaines responsable du lot (**tél. : 2846-3310**) est à appeler sur les lieux afin qu'il puisse vérifier les différents mesurages ;
- 6.13. d'afficher le certificat (« point vert ») sur le chantier, près du trottoir, d'une manière accessible et lisible pour le public.

La présente sera expédiée au Directeur des Ponts et Chaussées, chargé de la communiquer au permissionnaire et d'en assurer l'exécution.

Pour la Ministre de la Mobilité
et des Travaux publics

Romain Spaus
Conseiller